

Vous trouvez

l'Internationale

LA CRISE PAYSANNE

à Paris

Paris 1^{er} : Kiosque PULIDORI, place du Théâtre-Français — Kiosque REGNIER, 9, Bd de Sébastopol.
 Paris 2^e : Siège des N.M.P.P., 111, rue Réaumur — Kiosque BUFFET, 21, Bd Montmartre.
 Paris 4^e : Kiosque LE DORE, place de la Bastille (face gare).
 Paris 5^e : Kiosque LISON, 23, av. des Gobelins.
 Paris 6^e : Kiosque BUYSSCHAERT, 6, place de Rennes (face gare Montparnasse).
 Paris 7^e : Kiosque PORTAL, 258, Bd St-Germain — Librairie CAILLEAU, 7, avenue Rapp.
 Paris 8^e : Kiosque PREAUD, 17, rue de Rome (angle gare Saint-Lazare).
 Paris 10^e : Kiosque TAVERNIER, 23, rue de Dunkerque (face gare du Nord) — Kiosque FANGER, 8, Bd Saint-Denis.
 Paris 11^e : Kiosque DUCH, 10, place de la République — Kiosque COLLINET, 126, Bd Voltaire.
 Paris 12^e : Librairie MAITRE, 101, rue Claude-Decaen.
 Paris 13^e : GUERRY (baraque), porte d'Italie — Kiosque LAMY, 6, av. d'Italie.
 Paris 14^e : BRE (terrasse), 108, Bd Jourdan — Kiosque CHEVALLER, place du 25-Août-44 (Porte d'Orléans).
 Paris 15^e : Librairie BODES, 208, rue de la Convention — Kiosque BRIOIS, place Charles-Michels.
 Paris 17^e : Kiosque MARCY, 2, av. de Villiers — Librairie GAYAUD, 7, place de Clichy.
 Paris 18^e : CLAVEAU (baraque), 77, Bd Ornano — Kiosque PINEAU, 4, rue de la Chapelle.
 Paris 19^e : REQUET (terrasse), 11, rue de Belleville.
 et tous les kiosques du Quartier Latin.

en banlieue

Asnières : Librairie MONTARON, 17, rue de la Station.
 Aubervilliers : Kiosque LAGUILLY, 199, av. Victor-Hugo.
 Charenton : Kiosque BESSONNE, place Aristide-Briand.
 Courbevoie : DAVINE, 70, rue de Bezons (près de la gare).
 Clichy : Kiosque DUPOND, 1, Bd J.-Jaurès.
 Boulogne : Librairie LANGUIGNIER, 195, Bd Jean-Jaurès.
 Ivry : Kiosque REDON, 7, av. de la République.
 Levallois : Kiosque RICAUD, 44, Bd du Château.
 Montreuil : Kiosque BOUILLET, 1, place Jean-Jaurès.
 Neuilly : Librairie BROUILLAUD, 186, av. de Neuilly (Métro Pont de Neuilly).
 Pantin : Kiosque CHALMANDRIER, pont du Canal.
 Puteaux : Librairie PASSERAT, 117, rue Jean-Jaurès.
 Saint-Denis : Kiosque ORMANCEY, place de la Caserne.
 Saint-Ouen : Kiosque VOGIRAULT, 2, place de la République.
 Suresnes : Librairie FANET, 32, av. Jean-Jaurès.

à Lyon et banlieue

1^{er} arrond. : Kiosque CLAVEAU, place des Terreaux.
 2^e arrond. : Kiosque CHAMBONNET, place Le Viste — Kiosque DECORET, Cours de Verdun — Kiosque GILLET, Cours de Verdun — Librairie LEPAGE-DE-LAVEAU, 6, rue Victor-Hugo — Kiosque LUPY, rue Président-E. Herriot — Maison de la Presse, 2, rue de la République — Kiosque PIRONNEAU, place des Cordeliers — Kiosque RIVA, pl. Antonin-Poncet — ROMAN, 4, rue Victor-Hugo.
 3^e arrond. : Kiosque GALDEANO, place Gabriel-Pérl.
 7^e arrond. : Kiosque CHANEL, place Gabriel-Pérl.
 Villeurbanne : PICCOLO, 5, place Maisons-Neuves — Kiosque RICHARD, place Grandement — THOMAS, 259, rue du Quatre-Août.

à Dijon

Librairie DAMIDOT, 13, rue des Forges.

NUMERO SPECIAL
de

Quatrième
Internationale
LES DOCUMENTS
DU CONGRÈS
MONDIAL
DE RÉUNIFICATION

C.C.P. Pierre Frank 12-648-46, Paris
LE NUMERO 3 F

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39
Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2^e - Tél. : GUTenberg 06-57.

Le gérant : G. DAVY
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12^e

« Seule l'action directe paye », tel est l'état d'esprit des paysans du Vaucluse, réunis le 2 juillet au Pertuis. L'envoyé du « Figaro » qui nous le rapporte s'inquiète pour « l'ordre », pas pour les paysans que les lois du marché capitaliste placent soudain devant le spectre de la faillite.

Un récent recensement nous apprend ainsi que, depuis 1950, près de 2 millions de paysans ont dû quitter la terre. Les raisons de cet exode sont bien connues. Alors qu'à la fin du siècle dernier l'agriculture représentait 35 % de l'activité économique, sa part est aujourd'hui tombée à 11,5 %. Cependant, cette diminution n'est que relative car en valeur absolue la production globale agricole, grâce au progrès technique (par rapport à 1938, la demande de tracteurs est passée de 1.700 unités par an à 80.000 et la consommation d'engrais a plus que doublé), s'est accrue sensiblement. En 10 ans, beaucoup de paysans ont doublé ou triplé leur production.

Ce bond en avant a été réalisé au prix d'investissements importants que traduit l'endettement actuel de nombreux agriculteurs : près de 1.500 milliards d'anciens francs Et, tandis que les profits des industriels, des commerçants et des gros agriculteurs s'accroissent, que du fait de leurs luttes revendicatives les ouvriers maintiennent et améliorent bien que trop légèrement leur pouvoir d'achat, les petits paysans voient leur niveau de vie demeurer très bas.

Dans le Calvados, le revenu des exploitants oscille entre 450.000 et 650.000 AF par an sur les fermes d'une vingtaine d'hectares ; en Haute-Savoie, pour les mêmes surfaces, 400.000 AF ; en Bretagne, 50 % des exploitations n'atteignent pas 280.000 AF ; dans les Basses-Pyrénées, entre 250.000 et 500.000 AF.

A quoi faut-il attribuer cette situation paradoxale qui voit l'augmentation de la productivité agricole aboutir à la paupérisation des petits paysans ?

1^o Au fait que la distribution n'est pas adaptée pour absorber la production de masse atteinte aujourd'hui par l'agriculture, que les circuits de distribution sont aux mains de gros intérêts qui spéculent sur la mévente afin d'obliger les paysans à vendre pour rien leur production. Ce sont

les exemples cités maintes fois : des pêches vendues 2,50 F à Paris alors qu'elles sont achetées dans la Vallée du Rhône sur la base 0,20 F le kg, des artichauts bretons à 1,50 F à Paris payés à Saint-Pol-de-Léon 0,05 F le kg.

2^o Le gouvernement soutient en fait cet état de choses même si, en paroles, il cherche à rassurer les petits producteurs. Les bas prix à la production limitent l'inflation dans le domaine des prix alimentaires permettant ainsi un relèvement des prix industriels sans être automatiquement aux prises avec les revendications des salariés.

3^o Les gros agrariens sortent vainqueurs de toutes les façons. Mieux adapté à la production de masse du fait de l'étendue de son entreprise — rappelons que 80 % des exploitations disposent de moins de 20 hectares de terre — le gros fermier peut faire face aux bas prix.

A ce moment ils peuvent racheter de nouvelles terres aux paysans en difficulté. Ainsi, de 1929 à 1956, 800.000 exploitations familiales ont disparu et la superficie totale des exploitations de plus de 50 ha est passée de 7.620.000 ha à 8.200.000.

Inexorablement, la concentration capitaliste dans l'agriculture fait son chemin et jette sur le marché de la main-d'œuvre les petits paysans prolétariés.

Pour se défendre, hélas ! les petits paysans n'ont eu jusqu'à maintenant que des organisations bâtarde comme la C.G.A. dont ils fournissaient la piétaille alors que la direction était entre les mains des gros fermiers, la F.N.S.E.A., copie révisée de la C.G.A., ou le C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs), l'organisation qui monte, engluée dans une politique de contestation au sein des organismes du pouvoir, ou, pour finir, par l'organisation qui possède les liens les plus étroits avec la classe ouvrière par le canal du P.C.F. : le Comité de Guéret, enfermé dans une politique à court terme de défense des prix agricoles faisant du « poujadisme de gauche ».

Bien que, dans l'immédiat, la revendication de l'augmentation des prix agricoles apparaît encore pour beaucoup de petits paysans comme la seule sauvegarde, un certain nombre d'entre eux évoluent et

comprennent que cette solution ne peut être qu'un ballon d'oxygène.

Refusant l'impasse dans laquelle une politique à courte échéance les conduit, de jeunes paysans cherchent à surmonter les contradictions dans lesquelles ils sont enfermés. Ils reconnaissent que l'évolution du progrès technique conduit à une concentration favorisant la baisse des coûts de production, seulement ils s'opposent à ce que ce soit au profit des monopoles que cette concentration s'opère. Aussi cherchent-ils une solution dans le sens des « coopératives agricoles » qui ne s'en tiendraient pas seulement à l'achat voire l'utilisation du matériel agricole mais s'attaqueraient également aux problèmes de la distribution.

Pour éliminer l'excédent de main-d'œuvre agricole et permettre la concentration tendant à augmenter la part de chacun dans la part du revenu national agricole ils exigent que des retraites décentes pour les agriculteurs âgés (21 % des exploitants dépassent 66 ans) soient versées. Pour les paysans qui quittent la terre ils exigent, d'autre part, qu'on leur donne une formation professionnelle adéquate qui n'en fassent pas des sous-prolétaires, des manœuvres ou des O.S. au rabais.

Ainsi, cette tendance tend-elle à orienter correctement la grande colère des paysans. La combativité des petits paysans ne se fourvoierait plus dans des luttes dont la plupart du temps les résultats accentuent le décalage entre eux et les gros agrariens. Mais elle doit veiller à ne pas prendre la position actuelle du P.C.F., se plaçant stupidement, comme le démontre l'article de Jean Flavien dans « l'Humanité » du 4 juillet, dans le cadre d'une politique à la petite semaine d'indépendance nationale, et tomber dans les rets du réformisme. Une politique correcte pour la paysannerie ne peut être défendue que dans la perspective d'un changement du pouvoir politique. Non dans celle d'une intégration dans les rouages technocratiques de l'Etat gaulliste. Ce qui ne ferait que répéter les illusions réformistes sous une autre forme et ne conduirait pas plus à l'amélioration du sort du paysan que « l'impasse poujadiste ».

SUR LE VIF

LE PISTOLET DU FLIC

Dans le *Nouveau Candide*, un flic interviewé dit ne pas savoir pourquoi ses collègues et lui ont un pistolet au côté ; que, pour rien au monde, il ne sortirait le sien, vu que le code pénal (qu'il nous conseille de lire) ne le lui permet pas sans risques. Si, l'an dernier, le policier Jacques Mora a tué le jeune André Doré à la sortie d'un bal, c'est l'exception, un fou, un isolé.

Malheureusement, un autre policier, fou et isolé, a répété en ce dernier mois d'août le geste de Jacques Mora (qui avait été condamné à deux ans de prison avec sursis ; trop pour un fou, trop peu pour un criminel).

Grosse proportion de fous armés pour une seule corporation, alors que les chauffeurs de taxis qui sont bien plus exposés, et sont exposés dans la solitude, n'ont pas droit au revolver.

Mais, puisqu'il est inutile, pourquoi ne pas supprimer ces dangereux outils à la ceinture de nos flics. Les policiers anglais n'en ont pas et gardent aussi bien « la paix ».

Nous soutenons la juste revendication du flic du *Nouveau Candide*.

« CACHEZ CE SEIN
QUE JE NE SAURAI VOIR... »

Mademoiselle Christine Keeler a de nouveau été inculpée pour faux témoignage. Mais, à notre connaissance, M. Profumo ne l'est pas, qui a « menti au gouvernement et au Parlement ».

Le souteneur Ward s'est suicidé. Mais, à notre connaissance, pas un seul des milords « déshonorés » par la participation à ses partouzes.

Le vieux lord Denning découvre avec stupéfaction le stupre qui ronge la haute société anglaise ; mais, même les travailleurs sont d'accord pour étouffer l'affaire.

Pourtant, qui est le plus coupable : les très jeunes filles qui se vendent ou les « beaux » messieurs qui les achètent ?

HARAKIRI ET HARKIS

La critique de cinéma est unanime dans l'éloge du magnifique film japonais *Harakiri*, mais elle laisse pudiquement de côté les échos brûlants de cette histoire ancienne, qui n'ont pas dû être étrangers au choix du sujet par le réalisateur.

Il s'agit du drame de samouraïs, mercenaires dont les grands féodaux soumis n'ont

plus l'emploi ni les moyens de payer les services, et qui crèvent de misère ou doivent, victimes unilatérales d'un code de l'honneur forgé par leurs maîtres, se faire harakiri. Le film en montre un qui découvre l'hypocrisie de ces valeurs et fait de son sacrifice un cri de révolte, d'ailleurs étouffé.

Domage que cette œuvre bouleversante risque peu d'atteindre les candidats au mercenariat de nos jours, ces aspirants samouraïs-paras qui ne savent pas qu'ils sont toujours promis à la poubelle sociale, sinon au harakiri de l'O.A.S.

Harakiri aujourd'hui pour les gendarmes katanga abandonnés par le seigneur Tschombé qui se la coule douce en Europe.

Quant au shogun de Gaule, il propose aussi le harakiri aux harkis assurés naguère de sa protection et qu'il méprise tant aujourd'hui qu'il refuse l'échange de milliers d'entre eux contre la liberté de Jean-Claude Paupert et de ses cinq compagnons.

INGRATITUDE FILIALE
ET AMOUR PATERNEL

Le sombre drame du Sud-Vietnam est couronné par une farce en plusieurs actes et quantité de tableaux dont nous espérons bien qu'elle se terminera comme il se dit : par la chute de tous les bouffons dans la trappe.

Premier acte : Kennedy fait savoir que l'armée sud-vietnamienne est complètement étrangère à la sanglante répression du mouvement bouddhiste. Le fameux service secret américain, la C.I.A., a tout préparé pour renverser le dictateur Diem, devenu impossible (comme ce fut le cas pour Syngman Rhee en Corée). Les diplomates sud-vietnamiens aux Etats-Unis condamnent leur propre gouvernement.

Deuxième acte : L'armée sud-vietnamienne fait savoir qu'elle prend toutes ses responsabilités dans la répression des bouddhistes. La presse de Diem dénonce le complot de la C.I.A. Imaginez la tête de Kennedy. Quant à la C.I.A., il lui faut ajouter cette victoire à celle de la Baie des Cochons, et du putsch d'Alger d'avril 61. (Elle ne parvient même pas à dégommer Duvalier de Haïti.)

Troisième acte : Entrée en scène d'un nouveau comique, de Gaule, qui se rappelle au bon souvenir des Vietnamiens (personne ne leur a envoyé plus de matériel de guerre...). De Gaule assure que nous sommes prêts à revenir. Il est même pos-

sible que nous ayons encore un empereur quelque part dans les bas-fonds de nos poches. Mais nous posons nos conditions... Diem écoute d'une oreille attentive... et M. Kennedy...

Quatrième acte : M. Kennedy fait une conférence de presse : il découvre que le régime de Diem n'est pas démocratique, mais jure de continuer à défendre le Sud-Vietnam contre le communisme (et Diem) en maintenant le corps expéditionnaire américain. Quant au discours de De Gaule, il ne le trouve pas mal. Mais la presse américaine rugit au coup bas. Diem demande aux Américains de retirer leurs « conseillers civils » mais de laisser leurs soldats.

Non ! Washington ne lui a pas répondu : « Allez vous faire lanlaire... »

Ces dictateurs « démocratiques » sont d'une ingratitude noire (un sénateur yankee promet une histoire du même genre à Formose pour bientôt). Mais, il en est d'eux comme des fils de famille dévoyés : leurs géniteurs supportent leurs frasques, payent la casse, crient un peu, proclament l'honneur de la famille. Leurs voyous savent qu'ils tiennent Papa et Maman... par les liens du sang.

PHILANTHROPIE

K. est indigné que les Chinois ne veuillent pas, comme lui, renoncer aux expériences atomiques qui menacent la santé des peuples.

Quand il mettait au point sa bombe de 50 mégatonnes, probable qu'il pensait que certaines raisons justifiaient d'oublier la santé des peuples. La sécurité du sien, bien sûr ! Et la sécurité des Chinois c'est lui qui l'assure, qu'il dit.

Une autre solution serait d'éviter les expériences aux Chinois en leur livrant les secrets atomiques acquis. Les U.S.A. ont bien un partenaire, l'anglais, pourquoi les Russes n'auraient-ils pas le leur ?

Car si K. doit assurer la sécurité des Chinois comme leur santé, on comprend qu'ils pensent aux années 1959 à 61 où l'U.R.S.S. les obligea, dans les moments pour eux les plus critiques à rembourser des prêts (en représailles de divergences idéologiques) pour un montant créditeur de 375 millions de dollars, et, en particulier, en 1960, alors que certaines régions chinoises connaissaient la famine, leur imposa l'exportation en U.R.S.S. de 36,5 millions de £ en riz et en graines de soja.